

L'hon. E. J. Benson (ministre de la Défense nationale): Monsieur l'Orateur, j'ai répondu à cette question lorsque j'ai comparu devant le comité de la défense la semaine dernière. Mon honorable ami n'y était pas.

* * *

L'AGRICULTURE

L'AIDE AUX PETITES EXPLOITATIONS AGRICOLES—LES NÉGOCIATIONS AVEC LE NOUVEAU-BRUNSWICK

M. Guy Crossman (Westmorland-Kent): Monsieur l'Orateur, je voudrais demander au ministre de l'Agriculture si les négociations sur le programme de développement des petites fermes qui se déroulaient entre le gouvernement du Nouveau-Brunswick et lui-même se poursuivent. Le cas échéant, comment progressent ces négociations ou bien le gouvernement du Nouveau-Brunswick fait-il traîner l'affaire en longueur selon son habitude?

L'hon. H. A. Olson (ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, je ne sais pas exactement s'il s'agit d'une habitude. Ces négociations s'éternisent d'une manière inacceptable. Je puis toutefois donner un élément positif: à la suite d'autres discussions qui ont eu effectivement lieu la semaine dernière, nous nous sommes expérons-le, rapprochés d'une forme de répartition administrative des responsabilités qui sera acceptable pour le Nouveau-Brunswick et pour le Canada.

M. S. J. Korchinski (Mackensie): Monsieur l'Orateur, j'ai une question supplémentaire à poser au ministre de l'Agriculture. Puis-je lui demander si sa réponse au sujet des discussions s'applique également à toutes les autres provinces?

L'hon. M. Olson: Oui, monsieur l'Orateur, mais elles s'appliquent à un degré moindre aux autres provinces. Je dis cela parce que certaines provinces sont presque sur le point de signer un accord et que d'autres sont loin d'être à ce stade.

LA DIMINUTION DU NOMBRE DE FERMES—LE FREINAGE ET LE RENVERSEMENT DE LA TENDANCE

M. Lorne Nystrom (Yorkton-Melville): Monsieur l'Orateur, ma question supplémentaire s'adresse également au ministre de l'Agriculture. Étant donné que le recensement a révélé une situation très grave, notamment que le nombre des fermes a diminué de 15 p. 100 au Canada entre 1966 et 1971, révélation bouleversante s'il en est, le ministre dirait-il s'il songe à créer de nouveaux programmes qui freineraient cette tendance ou, espérons-le, la renverseraient dans certaines régions?

L'hon. H. A. Olson (ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, j'estime que la hausse marquée du revenu des agriculteurs, entre 1970 et 1971, produira un effet profond à cet égard.

Des voix: Bravo!

[M. l'Orateur.]

LES TRANSPORTS AÉRIENS

L'ACCORD RELATIF AUX SERVICES CANADA-ITALIE—LES RÉPERCUSSIONS DU DÉMÉNAGEMENT DES BUREAUX DE MONTRÉAL À TORONTO

[Français]

M. Georges Valade (Sainte-Marie): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable ministre des Transports.

À la suite de la réponse donnée hier par le secrétaire d'État aux Affaires extérieures relative à l'accord intervenu entre l'Italie et le Canada concernant les vols entre Milan, Montréal et Toronto, le ministre peut-il dire si le gouvernement a l'intention de conclure des accords semblable avec d'autres compagnies aériennes, de façon à enlever à Montréal le monopole des vols transatlantiques?

[Traduction]

L'hon. Donald C. Jamieson (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, il ne s'agit pas, d'abord, de vols nolisés à destination d'outre-mer. Les vols nolisés sont sous-traités aux accords bilatéraux. Quant à la question d'accords bilatéraux avec d'autres pays, il y a eu des pourparlers de part et d'autres. Ces entretiens continueront pendant des semaines et des mois. Nous traitons avec un pays à la fois et c'est avec l'Italie que nous en avons discuté le plus récemment.

[Français]

M. Valade: Monsieur l'Orateur, je désire poser une question supplémentaire.

J'aimerais demander à l'honorable ministre si le gouvernement a fait une étude sur les effets économiques de cet accord sur la région métropolitaine, au cas où les compagnies actuellement en cause transporteraient leur siège social de Montréal à Toronto?

[Traduction]

L'hon. M. Jamieson: Monsieur l'Orateur, dans un sens, la question est hypothétique puisqu'il s'agit d'éventuels accords bilatéraux. Tout ce que je puis dire, c'est que les négociations ont pour objectif d'autoriser ces lignes aériennes à faire des escales supplémentaires plutôt qu'à en substituer de nouvelles à celles qu'elles ont déjà. Autrement dit, autant que je sache, Alitalia desservira probablement et Montréal et Toronto. C'est ça l'idée.

* * *

LA COMMISSION DES PRIX ET DES REVENUS

LA PUBLICATION DES RAPPORTS—L'ESCALADE DE L'INFLATION ET L'ÉTABLISSEMENT D'UN PROGRAMME DE CONTRÔLE

M. David MacDonald (Egmont): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au premier ministre. Étant donné sa déclaration vers la fin de la semaine selon laquelle un petit groupe restera en place pour boucler les travaux de la Commission des prix et des revenus et planifier des mesures de prévoyance, le premier ministre peut-il dire à la Chambre quand la mise au point finale, la révision et la traduction de la série de rapports ainsi que du rapport définitif de la Commission des prix et des revenus seront terminées et notamment si on élabore un plan d'urgence visant l'établissement d'un contrôle des prix et des salaires par suite d'une aggravation possible de l'inflation?